

états financiers consolidés

Rapport de l'auditeur indépendant	104
États consolidés du résultat net	108
États consolidés du résultat global	109
Bilans consolidés	110
États consolidés des variations des capitaux propres	111
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	112
Notes annexes	
Note 1 Information sur la Société	113
Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables	113
Note 3 Charges	121
Note 4 Autres titres de placement	122
Note 5 Prêts	123
Note 6 Titrisations	123
Note 7 Autres actifs	124
Note 8 Participations dans des entreprises associées	125
Note 9 Immobilisations	128
Note 10 Commissions de vente inscrites à l'actif	128
Note 11 Goodwill et immobilisations incorporelles	129
Note 12 Dépôts et certificats	130
Note 13 Autres passifs	130
Note 14 Avantages du personnel	131
Note 15 Impôt sur le résultat	134
Note 16 Dette à long terme	136
Note 17 Capital social	136
Note 18 Gestion du capital	137
Note 19 Paiements fondés sur des actions	137
Note 20 Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	139
Note 21 Gestion des risques	139
Note 22 Instruments financiers dérivés	143
Note 23 Juste valeur des instruments financiers	144
Note 24 Bénéfice par action ordinaire	147
Note 25 Passifs éventuels et garanties	148
Note 26 Transactions entre parties liées	148
Note 27 COVID-19	149
Note 28 Information sectorielle	149
Note 29 Acquisitions	152

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de la Société financière IGM Inc.

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Goodwill – Unité génératrice de trésorerie du secteur Gestion d'actifs (se reporter aux notes 2 et 11 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

L'évaluation de la perte de valeur du goodwill par la Société consiste à comparer la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'UGT du secteur Gestion d'actifs est calculée à partir de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, ce qui est déterminé selon une approche par le marché fondée sur des multiples de valorisation et une approche par le résultat fondée sur une analyse des flux de trésorerie actualisés. Pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT du secteur Gestion d'actifs, la direction a fait des estimations et formulé des hypothèses importantes relativement aux multiples de marché, aux variations de l'actif géré futur découlant des ventes nettes et du rendement des placements, aux prix et aux taux d'actualisation. La valeur recouvrable de l'UGT du secteur Gestion d'actifs excédait sa valeur comptable à la date d'évaluation, et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

Bien que plusieurs estimations et hypothèses soient nécessaires pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT du secteur Gestion d'actifs, les estimations et les hypothèses présentant le degré de subjectivité le plus élevé sont les multiples de valorisation utilisés dans l'approche par le marché et les variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, les prix et les taux d'actualisation utilisés dans l'approche par le résultat. Ces aspects ont nécessité une attention considérable de la part de l'auditeur, car ces estimations sont touchées par l'incertitude relative aux estimations et par l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les hypothèses. L'audit de ces estimations et hypothèses a exigé un degré élevé de subjectivité dans l'application des procédures d'audit et dans l'évaluation des résultats de ces procédures, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu et à la participation de spécialistes de la juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit relatives aux multiples de marché, aux variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, aux prix et aux taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT du secteur Gestion d'actifs comprenaient notamment ce qui suit :

- Avec l'aide de spécialistes de la juste valeur, nous avons évalué les multiples de valorisation en analysant les transactions précédentes relatives à des acquisitions d'entreprises et les multiples de sociétés ouvertes comparables, et en élaborant une gamme de multiples de marché indépendants et en les comparant à ceux choisis par la direction.
- Nous avons évalué la capacité de la direction à prévoir avec exactitude les variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, ainsi que les prix en comparant les résultats réels aux prévisions historiques de la direction.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des variations futures prévues de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, ainsi que les prix en comparant les prévisions aux éléments suivants :
 - les variations historiques de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, compte tenu des rendements historiques du marché et du secteur;
 - les prix historiques;
 - les changements connus apportés aux activités du secteur Gestion d'actifs et de son secteur, y compris l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la performance opérationnelle future.
- Avec l'aide de spécialistes de la juste valeur, nous avons évalué les taux d'actualisation en testant les informations sources sous-tendant la détermination des taux d'actualisation, et en élaborant une gamme de taux d'actualisation indépendants et en les comparant à ceux choisis par la direction.

Participation dans des entreprises associées – Acquisition de Northleaf Capital Group Ltd.
(se reporter aux notes 2 et 8 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

Le 29 octobre 2020, la Société a acquis une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »); elle détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf assortis de l'obligation et du droit futurs d'acheter une participation économique et un bloc de droits de vote additionnels à partir de l'échéance d'une période approximative de cinq ans et par la suite. La Société a déterminé qu'elle n'exerce pas de contrôle sur la participation dans Northleaf, mais qu'elle exerce plutôt une influence notable et, par conséquent, elle a appliqué la méthode de la mise en équivalence.

Pour déterminer le traitement comptable de la participation dans Northleaf, la direction a dû évaluer si la Société exerçait un contrôle ou une influence notable sur la participation. La direction a dû exercer un degré considérable de jugement pour interpréter l'entente clé et les modalités juridiques de la convention d'achat et d'autres ententes juridiques liées à l'acquisition. Pour vérifier si la Société exerçait un contrôle ou une influence notable sur la participation dans Northleaf, l'auditeur a dû faire preuve d'un degré élevé de jugement, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu et à la participation de professionnels de notre Cabinet possédant une expertise dans les regroupements d'entreprises et la consolidation.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit visant à déterminer si la Société exerçait un contrôle ou une influence notable sur la participation dans Northleaf comprenaient notamment les suivantes :

- Nous avons vérifié le contenu de l'entente clé et des modalités juridiques de la convention d'achat et des autres ententes juridiques directement avec des conseillers juridiques et avons évalué les modalités de la convention d'achat et des autres ententes juridiques afin de déterminer si tous les faits et circonstances clés ont été intégrés à l'évaluation de la direction.
- Avec l'aide de professionnels de notre Cabinet qui possèdent une expertise en regroupements d'entreprises et en consolidation, nous avons apprécié l'évaluation de la direction à savoir si la Société exerçait un contrôle ou une influence notable sur la participation dans Northleaf en analysant des circonstances et des faits précis conformément aux directives comptables pertinentes.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations, et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Dalziel.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés

(Winnipeg, Manitoba)

Le 11 février 2021

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

2020 2019

Produits

Gestion de patrimoine	2 259 576 \$	2 299 048 \$
Gestion d'actifs	812 931	792 327
Charge de rémunération des courtiers	(283 163)	(277 075)
Gestion d'actifs – produits nets	529 768	515 252
Produits tirés des placements nets et autres produits (notes 8 et 29)	78 209	24 825
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	150 429	105 225
	3 017 982	2 944 350

Charges (note 3)

Services-conseils et croissance des affaires	1 040 146	1 066 021
Activités et services de soutien	830 650	733 045
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	71 213	68 232
Charges d'intérêts (note 16)	110 597	108 386
	2 052 606	1 975 684
Bénéfice avant impôt sur le résultat	965 376	968 666
Impôt sur le résultat (note 15)	200 770	219 719
Bénéfice net	764 606	748 947
Participation ne donnant pas le contrôle (note 8)	(198)	–
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	(2 213)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	764 408 \$	746 734 \$

Bénéfice par action (en \$) (note 24)

– De base	3,21 \$	3,12 \$
– Dilué	3,21 \$	3,12 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

	2020	2019
Bénéfice net	764 606 \$	748 947 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 4), déduction faite de l'impôt de (38 565) \$ et de (1 651) \$	247 085	10 597
Avantages du personnel		
Gains (pertes) actuariels nets, déduction faite de l'impôt de 11 461 \$ et de 6 243 \$	(31 002)	(16 895)
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de néant	(2 906)	(19 129)
Éléments qui pourraient être reclassés subséquentement en résultat net		
Participation dans des entreprises associées et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de (1 900) \$ et de 3 448 \$	50 889	(35 009)
	264 066	(60 436)
Total du bénéfice global	1 028 672 \$	688 511 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

2020

2019

Actif

Trésorerie et équivalents de trésorerie	771 585 \$	720 005 \$
Autres titres de placement (note 4)	632 300	357 362
Fonds de clients déposés	1 063 442	561 269
Débiteurs et autres montants à recevoir	444 458	394 210
Impôt sur le résultat à recouvrer	30 366	11 925
Prêts (note 5)	6 331 855	7 198 043
Instruments financiers dérivés (note 22)	37 334	15 204
Autres actifs (note 7)	49 782	45 843
Participation dans des entreprises associées (note 8)	1 931 168	1 753 882
Immobilisations (note 9)	329 690	216 956
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 10)	231 085	149 866
Impôt sur le résultat différé (note 15)	84 624	76 517
Immobilisations incorporelles (note 11)	1 321 590	1 230 127
Goodwill (note 11)	2 803 075	2 660 267
	16 062 354 \$	15 391 476 \$

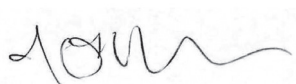
Passif

Créditeurs et charges à payer	486 575 \$	434 957 \$
Impôt sur le résultat à payer	7 146	4 867
Instruments financiers dérivés (note 22)	34 514	17 193
Dépôts et certificats (note 12)	1 104 889	584 331
Autres passifs (note 13)	536 141	441 902
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 6)	6 173 886	6 913 636
Obligations locatives	188 334	90 446
Impôt sur le résultat différé (note 15)	388 079	305 049
Dettes à long terme (note 16)	2 100 000	2 100 000
	11 019 564	10 892 381

Capitaux propres

Capital social (note 17)		
Actions ordinaires	1 598 381	1 597 860
Surplus d'apport	51 663	48 677
Bénéfices non distribués	3 207 469	2 980 260
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 20)	136 364	(127 702)
Participation ne donnant pas le contrôle (note 8)	48 913	–
	5 042 790	4 499 095
	16 062 354 \$	15 391 476 \$

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 11 février 2021.



James O'Sullivan
Administrateur

(Se reporter aux notes annexes.)



John McCallum
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)	CAPITAL SOCIAL			BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE) (note 20)	PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES PERPÉTUELLES (note 17)	ACTIONS ORDINAIRES (note 17)	SURPLUS D'APPORT				
2020							
Solde au début	– \$	1 597 860 \$	48 677 \$	2 980 260 \$	(127 702) \$	– \$	4 499 095 \$
Bénéfice net	–	–	–	764 606	–	–	764 606
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	264 066	–	264 066
Total du bénéfice global	–	–	–	764 606	264 066	–	1 028 672
Actions ordinaires							
Émises en vertu du régime d'options sur actions	–	521	–	–	–	–	521
Options sur actions							
Charge de la période	–	–	3 010	–	–	–	3 010
Exercées	–	–	(24)	–	–	–	(24)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	(536 194)	–	–	(536 194)
Émission d'une participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(198)	–	48 913	48 715
Autres	–	–	–	(1 005)	–	–	(1 005)
Solde à la fin	– \$	1 598 381 \$	51 663 \$	3 207 469 \$	136 364 \$	48 913 \$	5 042 790 \$
2019							
Solde au début	150 000 \$	1 611 263 \$	45 536 \$	2 834 998 \$	(45 798) \$	– \$	4 595 999 \$
Bénéfice net	–	–	–	748 947	–	–	748 947
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(60 436)	–	(60 436)
Total du bénéfice global	–	–	–	748 947	(60 436)	–	688 511
Rachat d'actions privilégiées	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)
Actions ordinaires							
Émises en vertu du régime d'options sur actions	–	5 111	–	–	–	–	5 111
Rachetées aux fins d'annulation	–	(18 514)	–	–	–	–	(18 514)
Options sur actions							
Charge de la période	–	–	3 406	–	–	–	3 406
Exercées	–	–	(265)	–	–	–	(265)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	–	–	(2 213)	–	–	(2 213)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	(537 588)	–	–	(537 588)
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	–	21 468	(21 468)	–	–
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres	–	–	–	(85 352)	–	–	(85 352)
Solde à la fin	– \$	1 597 860 \$	48 677 \$	2 980 260 \$	(127 702) \$	– \$	4 499 095 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	965 376 \$	968 666 \$
Impôt sur le résultat payé	(172 319)	(236 676)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	36 433	22 387
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(117 652)	(67 209)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	83 498	79 496
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(71 328)	(32 251)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(4 758)	(4 810)
Provisions au titre de la restructuration et autres	74 460	–
Profit à la vente de Personal Capital Corporation	(37 232)	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus	(30 000)	–
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	26 772	9 316
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les versements liés à la provision au titre de la restructuration	753 250	738 919
Versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration	(16 625)	(26 853)
	736 625	712 066
Activités de financement		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(5 832)	(2 472)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 568 521	1 456 265
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(2 359 844)	(1 960 757)
Remboursements d'obligations locatives	(25 579)	(23 370)
Émission de débentures	–	250 000
Rachat d'actions privilégiées	–	(150 000)
Émission d'actions ordinaires	498	4 846
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(99 963)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	–	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(536 186)	(539 046)
	(1 358 422)	(1 068 922)
Activités d'investissement		
Achat d'autres placements	(32 651)	(118 917)
Produit de la vente d'autres placements	38 840	85 462
Augmentation des prêts	(1 792 995)	(1 682 079)
Remboursement des prêts et autres	2 679 740	2 211 504
Entrées d'immobilisations, montant net	(38 991)	(18 813)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions	(68 808)	(64 121)
Investissement dans Northleaf Capital Group Ltd. (note 8)	(198 793)	–
Acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (note 29)	(175 788)	–
Produit de la vente de Personal Capital Corporation (note 8)	232 823	–
Investissement dans Personal Capital Corporation	–	(66 811)
Produit de la vente de la Gamme de fonds Quadrus (note 8)	30 000	–
Produit de l'offre publique de rachat importante (note 8)	–	80 408
	673 377	426 633
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	51 580	69 777
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	720 005	650 228
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	771 585 \$	720 005 \$
Trésorerie	76 617 \$	67 986 \$
Équivalents de trésorerie	694 968	652 019
	771 585 \$	720 005 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	267 369 \$	301 738 \$
Intérêts versés	256 272 \$	271 914 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

31 Décembre 2020 et 2019 (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de Power Corporation du Canada.

La Société financière IGM Inc. est une société de gestion d'actifs et de patrimoine qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

UTILISATION DU JUGEMENT, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers en vertu des normes IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans des entreprises associées. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Pour plus de détails sur les jugements et les estimations, se reporter au reste de la note 2 et aux notes 6, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 23 et 29. L'exercice clos le 31 décembre 2020 a été caractérisé par l'incertitude accrue causée par la COVID-19. La Société surveille étroitement la conjoncture actuelle et évalue les répercussions, le cas échéant, qu'elle aura sur ses hypothèses importantes relatives aux estimations critiques.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Les participations de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations ont initialement été inscrites au coût, et les valeurs comptables sont augmentées ou réduites afin de constater la quote-part revenant à la Société du bénéfice global (de la perte globale) des participations et les dividendes reçus depuis la date d'acquisition. La participation de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à l'annonce de la vente de l'investissement, soit le 29 juin 2020.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION

Au troisième trimestre de 2020, la Société a réorganisé ses secteurs à présenter et a amélioré la présentation de l'information dans ses états consolidés du résultat net afin de mieux refléter les secteurs d'activité de la Société et d'accroître la transparence en ce qui a trait aux principaux facteurs qui sous-tendent les indicateurs clés des activités. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice déclaré de la Société.

La Société a retraité les chiffres correspondants dans ses états consolidés du résultat net et la note Information sectorielle afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période considérée. Les changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice de la période précédente, ni sur les bilans consolidés.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION (suite)

Présentation des secteurs

La Société a restructuré ses secteurs à présenter (note 28) comme suit :

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel. Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements et représente les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont fournis pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels.
- **Investissements stratégiques et autres** – Ce secteur représente les principaux investissements stratégiques effectués par la Société, y compris ses investissements dans China Asset Management Co., Ltd., Great-West Lifeco Inc., Northleaf Capital Group Ltd., Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

États du résultat net

La Société a restructuré son état du résultat net comme suit :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance, ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers financiers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers financiers et spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes; et les activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des niveaux de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients, ainsi que du nombre de relations qui existent avec les conseillers et les clients.
- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne; ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des niveaux de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION (suite)

États du résultat net (suite)

Les tableaux suivants présentent des rapprochements de la présentation de la période considérée et de la période précédente dans l'état consolidé du résultat net.

2020

PRÉSENTATION DE LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE		HONORAIRES DE GESTION ET HONORAIRES DE CONSEIL	HONORAIRES D'ADMINISTRATION	HONORAIRES DE DISTRIBUTION	PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS	QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	CHARGE LIÉE AUX COMMISSIONS	CHARGES AUTRES QUE LES COMMISSIONS	CHARGES D'INTÉRÊTS	BÉNÉFICE AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
		2 282 908 \$	403 417 \$	346 289 \$	129 412 \$	150 429 \$	1 088 343 \$	1 148 139 \$	110 597 \$	965 376 \$
PRÉSENTATION DE LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE										
Produits										
Gestion de patrimoine	2 259 576 \$	1 564 667	301 902	341 804	51 203					
Gestion d'actifs	812 931	718 241	101 515	4 485				(11 310)		
Charge de rémunération des courtiers	(283 163)						(283 163)			
Gestion d'actifs – produits nets	529 768	718 241	101 515	4 485			(283 163)	(11 310)		
Produits tirés des placements nets et autres produits	78 209				78 209					
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	150 429					150 429				
	<u>3 017 982</u>	2 282 908	403 417	346 289	129 412	150 429	(283 163)	(11 310)		
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	1 040 146						805 180	234 966		
Activités et services de soutien	830 650							830 650		
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	71 213							71 213		
Charges d'intérêts	110 597								110 597	
	<u>2 052 606</u>						805 180	1 136 829	110 597	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	965 376 \$									

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION (suite)

États du résultat net (suite)

2019

PRÉSENTATION DE LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE	HONORAIRES DE GESTION ET HONORAIRES DE CONSEIL	HONORAIRES D'ADMINISTRATION	HONORAIRES DE DISTRIBUTION	PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS	QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	CHARGE LIÉE AUX COMMISSIONS	CHARGES AUTRES QUE LES COMMISSIONS	CHARGES D'INTÉRÊTS	BÉNÉFICE AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
	2 267 960 \$	414 457 \$	368 036 \$	76 928 \$	105 225 \$	1 101 165 \$	1 054 389 \$	108 386 \$	968 666 \$

PRÉSENTATION DE LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

Produits

Gestion de patrimoine	2 299 048 \$	1 568 346	316 309	362 290	52 103				
Gestion d'actifs	792 327	699 614	98 148	5 746				(11 181)	
Charge de rémunération des courtiers	(277 075)					(277 075)			
Gestion d'actifs – produits nets	515 252	699 614	98 148	5 746		(277 075)	(11 181)		
Produits tirés des placements nets et autres produits	24 825				24 825				
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	105 225				105 225				
	<u>2 944 350</u>	2 267 960	414 457	368 036	76 928	105 225	(277 075)	(11 181)	

Charges

Services-conseils et croissance des affaires	1 066 021					814 263	251 758		
Activités et services de soutien	733 045					9 827	723 218		
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	68 232						68 232		
Charges d'intérêts	108 386							108 386	
	<u>1 975 684</u>					824 090	1 043 208	108 386	

**Bénéfice avant impôt
sur le résultat** 968 666 \$

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, ainsi que des honoraires de gestion de placement et des honoraires d'administration connexes, sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou d'autres actifs sous services-conseils et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont également comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose sur la détention d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose à la fois sur la perception de flux de trésorerie contractuels et sur la vente d'actifs, ou s'il fait l'objet d'une désignation irrévocable en ce sens, dans le cas d'instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

Les autres titres de placement, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global certains placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les profits et les pertes latents sur ces titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsqu'ils sont réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les titres de placement à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres de placement sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

PRÊTS

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré. Les produits tirés des activités de prêts hypothécaires sont inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont comptabilisés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur montage, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable qu'il soit recouvré.

DÉCOMPTABILISATION

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont présentés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

COMMISSIONS DE VENTE

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à la vente de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès d'un client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société effectue, entre autres, le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 17 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composants. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Un actif au titre du droit d'utilisation correspondant aux contrats de location de la Société est amorti selon la méthode linéaire sur une période allant de la date du début jusqu'à la fin du contrat. Il est comptabilisé au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien.

CONTRATS DE LOCATION

Pour les contrats qui comportent un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Les intérêts imputés à l'obligation locative sont comptabilisés au poste Charges d'intérêts.

Les paiements de loyers qui sont pris en compte pour l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des paiements ou pénalités liés à la résiliation du contrat de location, le cas échéant. Les paiements de loyers sont actualisés au taux d'emprunt marginal de la Société, lequel s'applique aux portefeuilles de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

La Société ne comptabilise pas d'actif au titre du droit d'utilisation ou d'obligation locative pour les contrats de location qui, à la date de début, sont assortis d'une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise les paiements liés à ces contrats de location comme des charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Société soumet la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)

Les contrats de gestion de fonds d'investissement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels sont amortis sur une période d'au plus sept ans, et les contrats de distribution et autres contrats de gestion sont amortis sur une période d'au plus 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies et un régime de retraite à cotisations définies accessibles aux employés admissibles. En vertu des normes IFRS, ces régimes constituent des parties liées. Les régimes à prestations définies offerts par la Société comprennent un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible aux employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des prestations de retraite proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale.

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, des hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des régimes de retraite. Le passif au titre des prestations constituées de la Société relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. La Société définit la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net du passif au titre des prestations constituées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une notation de AA.

Si les prestations au titre du régime sont modifiées ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes découlant de la réduction sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts des services rendus de l'exercice, les coûts des services passés et les gains et les pertes découlant de la réduction sont compris au poste Charges sous Activités et services de soutien.

Les réévaluations découlant des régimes à prestations définies représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassées en résultat net.

Le passif au titre des prestations constituées représente le déficit lié aux régimes à prestations définies et est inclus dans les autres passifs.

Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistrés au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

La Société comptabilise un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, du régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions et du régime d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits, déduction faite des couvertures connexes. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

PROVISIONS

Une provision est constatée si, par suite d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle pouvant faire l'objet d'une estimation fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporaires.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, à l'exception du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation qui inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés.

Les instruments financiers dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les états consolidés du résultat net lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Les swaps conclus dans le but de couvrir les coûts des fonds de certaines activités de titrisation sont désignés comme instruments de couverture (note 21). La partie efficace des variations de la juste valeur est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et est par la suite comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Les swaps liés aux prêts hypothécaires restants ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces dérivés ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.

Les dérivés continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, laquelle surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences propres à la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

COMPENSATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les bilans consolidés lorsque la Société possède le droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'IASB et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

NOTE 3 CHARGES

	2020	2019
Commissions	787 684 \$	824 090 \$
Salaires et avantages du personnel	556 115	517 796
Charges de restructuration et autres charges	74 460	–
Charges locatives	28 608	27 840
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	83 498	79 496
Autres	340 431	349 844
	1 870 796	1 799 066
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	71 213	68 232
Charges d'intérêts	110 597	108 386
	2 052 606 \$	1 975 684 \$

En 2020, la Société a engagé des charges de restructuration et autres charges de 74,5 M\$ découlant de ses démarches actuelles de transformation sur plusieurs années visant à accroître son efficacité opérationnelle, de même que de l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs (« GLC ») et d'autres changements apportés à ses équipes de gestion des placements. Par suite de ces initiatives, la Société a comptabilisé des coûts se rapportant à la restructuration et à la rationalisation d'activités de services partagés avec des parties liées, ainsi qu'une perte de valeur à l'égard des logiciels conçus à l'interne excédentaires.

NOTE 4 AUTRES TITRES DE PLACEMENT

	2020		2019	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	251 417 \$	593 273 \$	244 989 \$	301 196 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	1 499	1 513	1 575	1 759
Fonds d'investissement exclusifs	35 254	37 514	51 304	54 407
	36 753	39 027	52 879	56 166
	288 170 \$	632 300 \$	297 868 \$	357 362 \$

À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »), dans Portag3 Ventures LP et dans Portag3 Ventures II LP (« Portag3 »).

En 2020, la Société a réalisé un investissement de 4,2 M\$ lié à Portag3 (2019 – 51,9 M\$ lié à Wealthsimple; 14,8 M\$ lié à Portag3).

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 593,3 M\$, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

INVESTISSEMENT DANS WEALTHSIMPLE

Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils financiers en matière de placement. Au 31 décembre 2020, la Société avait investi un montant total de 186,9 M\$ dans Wealthsimple par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de la Corporation Financière Power, une filiale de Power Corporation du Canada. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le 14 octobre 2020, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 114 M\$ menée par TCV, un investisseur en capital de croissance axé sur la technologie, de même que Greylock, Meritech, Two Sigma Ventures et Allianz X, laquelle était déjà investisseur. Compte tenu du prix d'achat associé à cette mobilisation, les capitaux propres ordinaires de Wealthsimple sont évalués à 1,5 G\$ (évaluation préfinancement de 1,4 G\$).

La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 36 % dans Wealthsimple (2019 – 42 %). Compte tenu de cette évaluation, la juste valeur de l'investissement de la Société a augmenté de 298 M\$, et la juste valeur comptabilisée au 31 décembre 2020 s'élève donc à 550 M\$.

INVESTISSEMENT DANS PORTAG3

Portag3 est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives. Portag3 est sous le contrôle de la société mère de la Société, la Corporation Financière Power.

À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Fonds d'investissement exclusifs

La Société gère et offre des services et tire des honoraires de gestion et d'administration relatifs aux fonds d'investissement qui ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés. Au 31 décembre 2020, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 162,3 G\$ (2019 – 161,8 G\$). La Société effectue des investissements dans des fonds d'investissement exclusifs qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net dans les bilans consolidés de la Société. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un nouveau fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. L'exposition maximale au risque de perte de la Société se limite à son investissement direct dans les fonds d'investissement exclusifs.

Certains fonds d'investissement sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Au 31 décembre 2020, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme de 7,5 M\$ (2019 – 7,1 M\$), de titres de capitaux propres de 10,9 M\$ (2019 – 21,8 M\$) et de titres à revenu fixe de 5,8 M\$ (2019 – 6,0 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisés à la juste valeur.

NOTE 5 PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL 2020	TOTAL 2019
	1 AN OU MOINS	DE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 500 141 \$	4 820 230 \$	8 971 \$	6 329 342 \$	7 198 718 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues				778	675
				6 328 564	7 198 043
À la juste valeur par le biais du résultat net				3 291	–
				6 331 855 \$	7 198 043 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :					
Solde au début				675 \$	801 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements				(562)	(863)
Pertes de crédit attendues				665	737
Solde à la fin				778 \$	675 \$

Au 31 décembre 2020, les prêts douteux totalisaient 4 807 \$ (2019 – 2 381 \$).

En 2020, la Société a aidé les clients qui ont subi les répercussions financières de la COVID-19 en reportant leurs versements hypothécaires pour une durée maximale de six mois. À compter du 30 septembre 2020, aucune nouvelle demande n'a été acceptée dans le cadre de ce programme. Au 31 décembre 2020, le programme de report ne comptait aucun prêt hypothécaire.

Au 31 décembre 2020, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 778 \$, comparativement à 675 \$ au 31 décembre 2019.

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 191,2 M\$ (2019 – 218,3 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 148,5 M\$ (2019 – 171,9 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 9,8 M\$ (2019 – 3,2 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé un montant négatif de 5,1 M\$ (2019 – montant négatif de 4,3 M\$). Ces montants ont été inscrits dans les produits du secteur Gestion de patrimoine. Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

NOTE 6 TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, et le swap de couverture utilisé pour gérer l'exposition aux variations du rendement des placements à taux variable, sont comptabilisés à titre de dérivés dont la juste valeur négative s'élevait à 1,2 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – juste valeur négative de 5,8 M\$).

NOTE 6 TITRISATIONS (suite)

Le gouvernement du Canada a présenté des mesures pour soutenir les Canadiens tout au long de la crise causée par la COVID-19, dans le cadre desquelles les versements hypothécaires peuvent être reportés jusqu'à concurrence de six mois et remboursés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. À compter du 30 septembre 2020, aucune nouvelle demande n'a été acceptée dans le cadre de ce programme. Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS	OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'ENTITÉS DE TITRISATION	MONTANT NET
2020			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	3 216 158 \$	3 307 428 \$	(91 270) \$
PCAA commandité par des banques	2 767 743	2 866 458	(98 715)
Total	5 983 901 \$	6 173 886 \$	(189 985) \$
Juste valeur	6 186 410 \$	6 345 189 \$	(158 779) \$
2019			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	3 890 955 \$	3 938 732 \$	(47 777) \$
PCAA commandité par des banques	2 938 910	2 974 904	(35 994)
Total	6 829 865 \$	6 913 636 \$	(83 771) \$
Juste valeur	6 907 742 \$	6 996 953 \$	(89 211) \$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 7 AUTRES ACTIFS

	2020	2019
Charges différées et payées d'avance	48 763 \$	44 673 \$
Autres	1 019	1 170
	49 782 \$	45 843 \$

D'autres actifs totalisant 24,2 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 19,1 M\$) devraient être réalisés d'ici un an.

NOTE 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	LIFECO	CHINA AMC	PERSONAL CAPITAL	NORTHLEAF	TOTAL
2020					
Solde au début	896 651 \$	662 694 \$	194 537 \$	– \$	1 753 882 \$
Investissement	–	–	–	247 508	247 508
Dividendes	(65 415)	(13 686)	–	–	(79 101)
Quote-part des éléments suivants :					
Bénéfice (pertes)	109 148	41 531	(4 640)	990 ¹	147 029
Ajustements de l'entreprise associée	3 400	–	–	–	3 400
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	18 604	29 743	8 817	–	57 164
Cession	–	–	(198 714)	–	(198 714)
Solde à la fin	962 388 \$	720 282 \$	– \$	248 498 \$	1 931 168 \$
2019					
Solde au début	967 829 \$	683 475 \$	– \$	– \$	1 651 304 \$
Transfert des investissements d'entreprise (à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global)	–	–	216 952	–	216 952
Produit de l'offre publique de rachat importante	(80 408)	–	–	–	(80 408)
Dividendes reçus	(62 673)	(10 301)	–	–	(72 974)
Quote-part des éléments suivants :					
Bénéfice (pertes)	109 088	30 119	(16 782)	–	122 425
Charges exceptionnelles de l'entreprise associée	(17 200)	–	–	–	(17 200)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(19 985)	(40 599)	(5 633)	–	(66 217)
Solde à la fin	896 651 \$	662 694 \$	194 537 \$	– \$	1 753 882 \$

1. La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'élevait à 0,8 M\$.

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans Great-West Lifeco Inc., dans China Asset Management Co., Ltd. et dans Northleaf Capital Group Ltd., puisqu'elle exerce une influence notable. L'investissement de 24,8 % de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'au 29 juin 2020, puisque la Société exerçait une influence notable.

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO »)

Lifeco est une société cotée en bourse constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Elle est sous le contrôle de Power Corporation du Canada. Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans les secteurs de l'assurance vie, de l'assurance maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Au 31 décembre 2020, la Société détenait 37 337 133 actions de Lifeco (2019 – 37 337 133), ce qui représentait une participation de 4,0 % (2019 – 4,0 %). L'influence notable de la Société tient à plusieurs éléments, notamment le contrôle commun exercé sur Lifeco par Power Corporation du Canada; des administrateurs siégeant à la fois au conseil de la Société et à celui de Lifeco; certaines alliances stratégiques communes et d'importantes opérations intersociétés qui ont une incidence sur les politiques financières et opérationnelles des deux sociétés. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

En décembre 2020, Lifeco a comptabilisé un profit relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction. La quote-part de ces ajustements après impôt revenant à la Société s'est élevée à 3,4 M\$.

En avril 2019, la Société a participé à l'offre publique de rachat importante de Lifeco sur une base proportionnelle en vendant 2 400 255 de ses actions dans Lifeco pour un produit de 80,4 M\$.

En juin 2019, Lifeco a comptabilisé une perte non récurrente relativement à la vente de la quasi-totalité de ses activités d'assurance-vie et de rentes individuelles aux États-Unis. En décembre 2019, Lifeco a comptabilisé des charges exceptionnelles relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, aux charges de restructuration et au profit net lié à la transaction de Scottish Friendly. La quote-part de ces charges après impôt revenant à la Société s'est élevée à 17,2 M\$.

NOTE 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (suite)

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO ») (suite)

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Lifeco totalisait 1 133,2 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 1 241,8 M\$). La Société a choisi d'appliquer l'exemption comprise dans IFRS 4, *Contrats d'assurance*, pour garder les méthodes comptables concernées de Lifeco liées au report de l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers*, par Lifeco.

Au 31 décembre 2020, Lifeco détenait directement 9 200 000 actions de la Société (2019 – 9 200 000).

Pour obtenir l'information financière sur Lifeco au 31 décembre 2020, consulter les informations qu'elle a publiées.

CHINA ASSET MANAGEMENT CO., LTD. (« CHINA AMC »)

China AMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 31 décembre 2020, la Société détenait une participation de 13,9 % dans China AMC (2019 – 13,9 %). L'influence notable de la Société tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de China AMC :

AUX 31 DÉCEMBRE (en millions)	2020		2019	
	DOLLARS CANADIENS	YUAN CHINOIS	DOLLARS CANADIENS	YUAN CHINOIS
Total de l'actif	2 672	13 695	2 171	11 645
Total du passif	720	3 688	504	2 701
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE				
Produits	1 078	5 539	763	3 977
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	311	1 598	230	1 201
Total du bénéfice global	300	1 542	234	1 219

NORTHLEAF CAPITAL GROUP LTD. (« NORTHLEAF »)

Le 28 octobre 2020, Mackenzie, la filiale de la Société, et Lifeco ont acquis une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

La transaction a été conclue au moyen d'un instrument d'acquisition appartenant à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco pour une contrepartie en trésorerie de 241,0 M\$ et une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ à l'échéance de cinq ans sous réserve de l'atteinte par la société d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Toute contrepartie additionnelle sera comptabilisée dans les charges au cours de la période de cinq ans et sera calculée en fonction de la juste valeur du paiement prévu, lequel est réévalué à la date de clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

L'instrument d'acquisition a acquis un bloc de droits de vote ne donnant pas le contrôle de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et le bloc de droits de votes restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. L'influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

NOTE 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (suite)

NORTHLEAF CAPITAL GROUP LTD. (« NORTHLEAF ») (suite)

La Société contrôle l'instrument d'acquisition et comptabilise donc la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %. Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, l'investissement d'IGM au 31 décembre 2020 s'établissait à 199,6 M\$ et comprenait une contrepartie en trésorerie de 192,6 M\$, des coûts de transaction inscrits à l'actif de 6,2 M\$ et une quote-part du bénéfice de 2020 de 0,8 M\$.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Northleaf :

AU 31 DÉCEMBRE (en millions)	2020
Total de l'actif	115,9
Total du passif	98,5
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE ¹	
Produits	21,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3,1
Total du bénéfice global	3,1

1. Bénéfice du quatrième trimestre de 2020 présenté; toutefois, la quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société a commencé à être comptabilisée le 28 octobre 2020.

PERSONAL CAPITAL CORPORATION (« PERSONAL CAPITAL »)

Au troisième trimestre de 2020, la Société a vendu son investissement dans Personal Capital à une filiale de Lifeco, Empower Retirement, et en a tiré un produit de 232,8 M\$ (176,2 M\$ US) et une contrepartie additionnelle d'au plus 24,6 M\$ US sous réserve de l'atteinte par Personal Capital de certains objectifs de croissance ciblée.

Par suite de la vente, la Société a décomptabilisé son investissement dans Personal Capital et a comptabilisé un profit comptable de 37,2 M\$ (31,4 M\$ après impôt) dans les produits tirés des placements nets et autres produits.

Au 31 décembre 2019, la Société détenait une participation de 24,8 % dans Personal Capital. Le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de Personal Capital revenant à la Société financière IGM comprend sa quote-part de la perte nette de Personal Capital ajustée en fonction de l'amortissement des immobilisations incorporelles de la Société financière IGM, amortissement qui est comptabilisé dans le cadre de son placement dans la société.

En janvier 2019, la Société a investi un montant additionnel de 66,8 M\$ (50,0 M\$ US) dans Personal Capital, ce qui a augmenté son bloc de droits de vote à 22,7 %. En ajoutant à cela sa représentation au sein du conseil, la Société pouvait exercer une influence notable.

NOTE 9 IMMOBILISATIONS

	MOBILIER ET MATÉRIEL	IMMEUBLES ET COMPOSANTS	ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	TOTAL
2020				
Coût	357 351 \$	68 009 \$	227 872 \$	653 232 \$
Moins : amortissement cumulé	(258 315)	(16 598)	(48 629)	(323 542)
	99 036 \$	51 411 \$	179 243 \$	329 690 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	84 299 \$	51 801 \$	80 856 \$	216 956 \$
Entrées	37 799	1 192	123 529	162 520
Cessions	(3 653)	–	–	(3 653)
Amortissement	(19 409)	(1 582)	(25 142)	(46 133)
Solde à la fin	99 036 \$	51 411 \$	179 243 \$	329 690 \$
2019				
Coût	321 108 \$	66 817 \$	104 343 \$	492 268 \$
Moins : amortissement cumulé	(236 809)	(15 016)	(23 487)	(275 312)
	84 299 \$	51 801 \$	80 856 \$	216 956 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	88 185 \$	50 462 \$	– \$	138 647 \$
Adoption d'IFRS 16	–	–	96 065	96 065
Entrées	16 679	2 841	8 278	27 798
Cessions	(893)	–	–	(893)
Amortissement	(19 672)	(1 502)	(23 487)	(44 661)
Solde à la fin	84 299 \$	51 801 \$	80 856 \$	216 956 \$

NOTE 10 COMMISSIONS DE VENTE INSCRITES À L'ACTIF

	2020	2019
Coût	310 127 \$	192 504 \$
Moins : amortissement cumulé	(79 042)	(42 638)
	231 085 \$	149 866 \$
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif		
Solde au début	149 866 \$	105 044 \$
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de fonds d'investissement	117 652	67 209
Amortissement	(36 433)	(22 387)
	81 219	44 822
Solde à la fin	231 085 \$	149 866 \$

NOTE 11 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	À DURÉE DE VIE DÉTERMINÉE		À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE		TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	GOODWILL
	LOGICIELS	CONTRATS DE DISTRIBUTION ET AUTRES CONTRATS DE GESTION	CONTRATS DE GESTION DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT	APPELLATIONS COMMERCIALES		
2020						
Coût	293 412 \$	228 167 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 547 315 \$	2 803 075 \$
Moins : amortissement cumulé	(137 489)	(88 236)	–	–	(225 725)	–
	155 923 \$	139 931 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 321 590 \$	2 803 075 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles :						
Solde au début	138 499 \$	65 892 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 230 127 \$	2 660 267 \$
Entrées ¹	43 606	81 950	–	–	125 556	142 808
Cessions	(1 421)	(490)	–	–	(1 911)	–
Amortissement	(24 761)	(7 421)	–	–	(32 182)	–
Solde à la fin	155 923 \$	139 931 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 321 590 \$	2 803 075 \$
2019						
Coût	256 365 \$	147 248 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 429 349 \$	2 660 267 \$
Moins : amortissement cumulé	(117 866)	(81 356)	–	–	(199 222)	–
	138 499 \$	65 892 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 230 127 \$	2 660 267 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles :						
Solde au début	116 697 \$	48 635 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 191 068 \$	2 660 267 \$
Entrées	44 421	25 457	–	–	69 878	–
Cessions	–	(1 726)	–	–	(1 726)	–
Amortissement	(22 619)	(6 474)	–	–	(29 093)	–
Solde à la fin	138 499 \$	65 892 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 230 127 \$	2 660 267 \$

1. La Société a conclu l'acquisition de GLC et de Greenchip le 31 décembre 2020 et le 22 décembre 2020 (note 29), respectivement.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée constitués de contrats de gestion de fonds d'investissement et d'appellations commerciales sont attribués à chacune des unités génératrices de trésorerie, comme l'illustre le tableau qui suit :

	2020		2019	
	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE
Gestion de patrimoine	1 491 687 \$	23 055 \$	1 491 687 \$	23 055 \$
Gestion d'actifs	1 311 388	1 002 681	1 168 580	1 002 681
Total	2 803 075 \$	1 025 736 \$	2 660 267 \$	1 025 736 \$

La Société vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont subi une dépréciation en évaluant leur valeur comptable en comparaison avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la Société est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

NOTE 11 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, ce qui constitue des données d'entrée de niveau 3. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits, ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers, entre autres. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur constituent des données d'entrée de niveau 2.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie de la Société, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

NOTE 12 DÉPÔTS ET CERTIFICATS

Les dépôts et les certificats sont classés dans les autres passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs figurant dans les bilans consolidés comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés et les prêts totalisant 1 104,9 M\$ (2019 – 584,3 M\$), liés aux dépôts et aux certificats.

	À VUE	ÉCHÉANCE			TOTAL 2020	TOTAL 2019
		1 AN OU MOINS	ENTRE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Dépôts	1 099 365 \$	1 655 \$	1 938 \$	169 \$	1 103 127 \$	582 382 \$
Certificats	–	410	570	782	1 762	1 949
	1 099 365 \$	2 065 \$	2 508 \$	951 \$	1 104 889 \$	584 331 \$

NOTE 13 AUTRES PASSIFS

	2020	2019
Dividendes à payer	134 048 \$	134 040 \$
Intérêts à payer	27 500	30 127
Passif au titre des prestations constituées (note 14)	250 079	207 441
Provisions	77 495	20 513
Autres	47 019	49 781
	536 141 \$	441 902 \$

La Société constitue des provisions au titre de la restructuration relativement aux acquisitions et aux dessaisissements d'entreprises et à d'autres éléments, ainsi que d'autres provisions dans le cours normal de ses activités. En 2020, les changements apportés aux provisions comprenaient des estimations supplémentaires de 77,8 M\$, des reprises de provisions de 2,2 M\$ (2019 – 3,3 M\$) et des paiements de 18,6 M\$ (2019 – 29,2 M\$).

D'autres passifs totalisant 276,0 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 221,5 M\$) devraient être réglés d'ici un an.

NOTE 14 AVANTAGES DU PERSONNEL

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel et d'avantages postérieurs à l'emploi, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes de retraite supplémentaires à l'intention des dirigeants (les « RRSD ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

À compter du 1^{er} juillet 2012, le régime de retraite à prestations définies a cessé d'être offert aux nouveaux employés. La Société a un régime de retraite enregistré à cotisations définies à l'intention des employés admissibles embauchés après le 1^{er} juillet 2012.

Le régime de retraite à prestations définies est une fiducie distincte, juridiquement séparée de la Société. Le régime de retraite à prestations définies est enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension du Manitoba* (la « Loi ») et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « LIR »). Comme l'exige la Loi, le régime de retraite à prestations définies est dirigé par un comité de retraite, composé d'employés actifs et à la retraite. Le comité de retraite assume certaines responsabilités décrites dans la Loi, mais peut déléguer certaines activités à la Société. La LIR régit la capacité de l'employeur à verser des cotisations et établit des paramètres que le régime doit respecter en ce qui a trait aux placements en biens étrangers.

Le régime de retraite à prestations définies prévoit des prestations de retraite pour la durée de la vie en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière pour tous les employés admissibles, selon les limites établies par la LIR. Des prestations en cas de décès sont versées au décès d'un membre actif ou à la retraite.

Les employés qui ne sont pas des cadres supérieurs doivent verser des cotisations annuelles correspondant à un certain pourcentage de leur salaire, jusqu'à concurrence d'un plafond défini.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2017, a été produite en mai 2018. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 47,2 M\$, comparativement à 82,7 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2016. La diminution du déficit de solvabilité résulte principalement de la hausse des actifs découlant des cotisations et des rendements des placements, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 46,1 M\$, comparativement à 24,4 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle obligatoire sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2020. En 2020, la Société a versé des cotisations de 25,6 M\$ (2019 – 26,4 M\$). Le gouvernement du Manitoba a annoncé que certaines cotisations que les entreprises sont tenues de verser à leurs régimes de retraite à prestations définies seraient temporairement annulées, y compris les paiements de capitalisation visant à assurer la solvabilité pour les 13 mois s'échelonnant de décembre 2020 à décembre 2021. IGM a choisi de se prévaloir de ce moratoire sur les paiements spéciaux et, par conséquent, la Société prévoit verser uniquement les cotisations du coût des services rendus de l'exercice d'environ 14,1 M\$ en 2021. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

Les RRSD sont des régimes de retraite à prestations définies non enregistrés et non contributifs, qui offrent des avantages supplémentaires à certains hauts dirigeants retraités.

Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est un régime non contributif qui fournit aux employés admissibles le remboursement de leurs frais médicaux ou un montant fixe par année, afin de couvrir les frais médicaux au cours de leur retraite.

Les RRSD et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont administrés par la Société, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels tels que le risque de mortalité, qui correspond à l'espérance de vie et influe sur le calcul des obligations; le risque de taux d'intérêt, qui a une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations et le rendement réel de l'actif des régimes; le risque lié au salaire, puisque les augmentations de salaire estimatives servent au calcul des obligations; et le risque d'investissement, puisque la nature des placements influe sur le rendement réel de l'actif des régimes. Un suivi régulier des régimes, des règlements applicables et de divers autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société permet d'assurer la gestion de l'exposition à ces risques.

NOTE 14 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Actifs du régime, obligations au titre des prestations et situation de capitalisation :

	2020			2019		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Juste valeur des actifs du régime						
Solde au début	466 547 \$	– \$	– \$	407 428 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	1 979	–	–	2 316	–	–
Cotisations de l'employeur	25 468	–	–	26 368	–	–
Prestations versées	(27 792)	–	–	(32 014)	–	–
Produits d'intérêts	14 935	–	–	16 065	–	–
Entrées	11 200	–	–	–	–	–
Réévaluations :						
Rendement des actifs du régime	24 608	–	–	46 384	–	–
Solde à la fin	516 945	–	–	466 547	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	565 606	69 236	39 147	496 715	62 084	37 742
Prestations versées	(27 792)	(3 267)	(1 942)	(32 014)	(3 308)	(2 266)
Coût des services rendus de l'exercice	20 728	1 639	587	18 540	1 462	539
Coûts des services passés	–	(1 588)	–	–	–	–
Cotisations des employés	1 979	–	–	2 316	–	–
Charges d'intérêts	17 688	2 072	1 156	19 048	2 265	1 337
Entrées	14 700	–	–	–	–	–
Réévaluations :						
Écarts actuariels						
Hypothèses démographiques	–	–	830	–	–	–
Ajustements liés à l'expérience	(33)	1 345	(535)	(970)	1 934	(648)
Hypothèses financières	57 188	5 388	2 892	61 971	4 798	2 443
Solde à la fin	650 064	74 825	42 135	565 606	69 235	39 147
Passif au titre des prestations constituées	133 119 \$	74 825 \$	42 135 \$	99 059 \$	69 235 \$	39 147 \$

Hypothèses actuarielles importantes utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations définies :

	2020			2019		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Taux d'actualisation	2,70 %	1,85 % – 2,50 %	2,35 %	3,20 %	2,95 % – 3,10 %	3,05 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	s.o.	3,90 %	3,75 %	s.o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé ¹	s.o.	s.o.	5,60 %	s.o.	s.o.	4,00 %
Taux de mortalité à 65 ans pour les retraités actuels	23,0 ans	23,0 ans	23,0 ans	23,6 ans	23,6 ans	23,6 ans

1. Tend vers 4,00 % en 2040 et reste à un taux identique par la suite.

NOTE 14 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite à la fin de la période de présentation de l'information financière est de 19,3 années (2019 – 19,1 années).

Charge au titre des avantages :

	2020			2019		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Coût des services rendus de l'exercice	20 728 \$	1 639 \$	587 \$	18 540 \$	1 462 \$	539 \$
Coûts des services passés	–	(1 588)	–	–	–	–
Coûts financiers nets	2 753	2 072	1 156	2 983	2 265	1 337
	23 481 \$	2 123 \$	1 743 \$	21 523 \$	3 727 \$	1 876 \$

Analyse de sensibilité :

Le calcul du passif au titre des prestations constituées et de la charge connexe au titre des avantages du personnel est sensible aux hypothèses actuarielles importantes. Le tableau suivant présente l'analyse de sensibilité :

	2020		2019	
	AUGMENTATION (DIMINUTION) DU PASSIF	AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA CHARGE	AUGMENTATION (DIMINUTION) DU PASSIF	AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA CHARGE
Régime de retraite à prestations définies				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Hausse	(29 334) \$	(2 081) \$	(25 523) \$	(1 782) \$
Baisse	31 391	2 110	27 313	1 815
Taux de rémunération (+ / – 0,25 %)				
Hausse	11 121	1 075	9 676	812
Baisse	(10 981)	(1 057)	(9 555)	(806)
Mortalité				
Augmentation de un an	14 339	849	12 476	686
RRSD				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Hausse	(1 922)	87	(1 825)	52
Baisse	2 001	(93)	1 908	(56)
Taux de rémunération (+ / – 0,25 %)				
Hausse	41	21	79	23
Baisse	(42)	(15)	(78)	(22)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 645	45	1 681	58
Avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation (+ / – 0,25 %)				
Hausse	(1 056)	52	(982)	43
Baisse	1 106	(55)	1 028	(46)
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé (+ / – 1,00 %)				
Hausse	1 476	35	1 372	39
Baisse	(1 273)	(30)	(1 183)	(35)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 270	42	1 180	44

Les analyses de sensibilité se fondent sur la variation d'une hypothèse, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Dans la pratique, un tel scénario est improbable, puisqu'il peut exister des corrélations entre les variations de certaines hypothèses.

NOTE 14 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Répartition de l'actif du régime de retraite à prestations définies par catégorie d'actif :

	2020	2019
Titres de capitaux propres	60,8 %	59,2 %
Titres à revenu fixe	29,6	30,3
Stratégies alternatives	8,6	9,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,0	1,1
	100,0 %	100,0 %

Le régime de retraite à prestations définies adhère aux dispositions de son énoncé sur les politiques et procédures en matière de placement, qui comprend les objectifs en matière de placement, les lignes directrices relatives à la répartition de l'actif ainsi que les limites de placement pour chaque catégorie d'actif. L'actif du régime de retraite à prestations définies est investi dans des fonds d'investissement exclusifs, à l'exception de la trésorerie en dépôt auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I.

RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

La Société offre plusieurs régimes de retraite à cotisations définies à ses employés admissibles. La charge comptabilisée au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien a totalisé 6,2 M\$ (2019 – 5,5 M\$).

RÉGIME D'ÉPARGNE-RETRAITE (« RER ») COLLECTIF

La Société offre un RER collectif à ses employés admissibles. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 7,6 M\$ (2019 – 6,9 M\$).

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat :

	2020	2019
Impôt sur le résultat constaté en résultat net		
Impôt exigible		
Impôt sur le résultat de l'exercice considéré	170 441 \$	200 736 \$
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(2 003)	513
	168 438	201 249
Impôt différé	32 332	18 470
	200 770 \$	219 719 \$

Taux d'imposition effectif :

	2020	2019
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,68 %	26,77 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	(3,71)	(3,31)
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée (note 8)	(0,09)	0,48
Consolidation des pertes fiscales (note 26)	(1,15)	(1,41)
Cession d'actifs et autres coûts d'acquisition	(0,82)	–
Autres éléments	(0,11)	0,15
Taux d'imposition effectif	20,80 %	22,68 %

NOTE 15 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (suite)

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DIFFÉRÉ

La composition et les variations de l'impôt différé net se présentent comme suit :

	PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	REPORTS EN AVANT DE PERTES	COMMISSIONS DE VENTE INSCRITES À L'ACTIF	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	AUTRES INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020							
Solde au début	55 994 \$	33 700 \$	(40 006) \$	(268 734) \$	(8 104) \$	(1 382) \$	(228 532) \$
Comptabilisé dans les :							
États du résultat net	(933)	(6 096)	(21 573)	(4 485)	708	47	(32 332)
États du résultat global	11 461	–	–	–	(38 565)	(1 900)	(29 004)
États des variations des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–
Acquisition d'entreprises	945	–	–	(15 010)	–	488	(13 577)
Fluctuations des taux de change et autres	–	–	–	–	–	(10)	(10)
Solde à la fin	67 467 \$	27 604 \$	(61 579) \$	(288 229) \$	(45 961) \$	(2 757) \$	(303 455) \$
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019							
Solde au début	51 025 \$	33 165 \$	(28 254) \$	(265 343) \$	(7 714) \$	(2 991) \$	(220 112) \$
Comptabilisé dans les :							
États du résultat net	(1 274)	535	(11 752)	(3 391)	(2 091)	(497)	(18 470)
États du résultat global	6 243	–	–	–	1 701	3 448	11 392
États des variations des capitaux propres	–	–	–	–	–	(1 341)	(1 341)
Acquisition d'entreprises	–	–	–	–	–	–	–
Fluctuations des taux de change et autres	–	–	–	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin	55 994 \$	33 700 \$	(40 006) \$	(268 734) \$	(8 104) \$	(1 382) \$	(228 532) \$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont présentés dans les bilans consolidés de la façon suivante :

	2020	2019
Actifs d'impôt différé	84 624 \$	76 517 \$
Passifs d'impôt différé	388 079	305 049
	303 455 \$	228 532 \$

Au 31 décembre 2020, les pertes autres qu'en capital de la Société se chiffraient à 12,2 M\$ (2019 – 10,0 M\$), et elles pouvaient être utilisées pour réduire le bénéfice imposable futur; les avantages liés à ces pertes n'avaient pas été comptabilisés. Une tranche de 11,4 M\$ de ces pertes peut être reportée en avant indéfiniment et les pertes restantes expireront le 31 décembre 2037.

NOTE 16 DETTE À LONG TERME

ÉCHÉANCE	TAUX	2020	2019
26 janvier 2027	3,44 %	400 000	400 000
13 décembre 2027	6,65 %	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	200 000	200 000
25 janvier 2047	4,56 %	200 000	200 000
9 décembre 2047	4,115 %	250 000	250 000
13 juillet 2048	4,174 %	200 000	200 000
21 mars 2050	4,206 %	250 000	250 000
		2 100 000 \$	2 100 000 \$

La dette à long terme comprend les débentures non garanties qui sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée dans les autres passifs financiers et est comptabilisée au coût amorti.

Les charges d'intérêts liées à la dette à long terme se sont chiffrées à 106,7 M\$ (2019 – 104,3 M\$).

Le 20 mars 2019, la Société a émis des débentures à 4,206 % arrivant à échéance le 21 mars 2050 d'un principal de 250,0 M\$. La Société s'est servie du produit net pour financer le rachat de 150,0 M\$ de ses actions privilégiées de premier rang de série B à dividende non cumulatif de 5,90 % émises et en circulation, ainsi que pour les besoins généraux de l'entreprise. La Société a racheté les actions privilégiées de série B le 30 avril 2019.

NOTE 17 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

En nombre illimité :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série
- Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série
- Actions de catégorie 1, sans droit de vote
- Actions ordinaires, sans valeur nominale

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	2020		2019	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions ordinaires :				
Solde au début	238 294 090	1 597 860 \$	240 885 317	1 611 263 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions (note 19)	14 194	521	171 561	5 111
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(2 762 788)	(18 514)
Solde à la fin	238 308 284	1 598 381 \$	238 294 090	1 597 860 \$

La Société a racheté ses actions privilégiées de premier rang, série B, d'un principal de 150,0 M\$ le 30 avril 2019.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 26 mars 2019, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, qui est demeurée en vigueur jusqu'au 25 mars 2020. En vertu de cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 4,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 14 mars 2019, soit 1,7 % de celles-ci.

Aucune action ordinaire n'a été rachetée en 2020. En 2019, 2 762 788 actions ont été rachetées pour un coût de 100,0 M\$. Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

NOTE 18 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2 100,0 M\$ au 31 décembre 2020, inchangée par rapport au 31 décembre 2019. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

En 2020, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 536,2 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

NOTE 19 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement attribuées à des employés à un prix n'étant pas inférieur au cours moyen pondéré par action ordinaire à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé, établies à la date d'attribution. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Au 31 décembre 2020, 20 401 157 actions ordinaires (2019 – 20 415 351) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2020, la Société a attribué 2 104 365 options à des salariés (2019 – 1 511 540). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 a été estimée à 1,43 \$ l'option (2019 – 1,82 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 35,05 \$ (2019 – 34,35 \$). Les hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	2020	2019
Prix d'exercice	36,82 \$	34,34 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,11 %	2,07 %
Durée de vie attendue des options	7 ans	7 ans
Volatilité attendue	18,62 %	18,00 %
Taux de rendement attendu des dividendes	6,45 %	6,55 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur sept années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Des options sur actions ont été exercées régulièrement tout au long de 2020, et le prix d'exercice moyen s'est établi à 32,65 \$ en 2020 (2019 – 36,22 \$).

La Société a constaté une charge de rémunération de 3,0 M\$ liée à son régime d'options sur actions (2019 – 3,4 M\$).

NOTE 19 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS (suite)

	2020		2019	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
Solde au début	10 529 360	41,22 \$	9 701 894	42,27 \$
Attribuées	2 104 365	36,82	1 511 540	34,34
Exercées	(14 194)	35,08	(171 561)	28,25
Frappées de déchéance	(689 307)	42,64	(512 513)	45,20
Solde à la fin	11 930 224	40,37 \$	10 529 360	41,22 \$
Pouvant être exercées à la fin	6 326 067	43,00 \$	5 470 178	43,99 \$

OPTIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2020	DATE D'EXPIRATION	PRIX D'EXERCICE (\$)	OPTIONS EN COURS	OPTIONS POUVANT ÊTRE EXERCÉES
	2021	42,49 – 46,72	424 545	424 545
	2022	45,56 – 47,23	655 701	655 701
	2023	44,73 – 47,26	994 895	994 895
	2024	53,81	715 859	669 565
	2025	43,28 – 43,97	1 082 924	917 597
	2026	34,88 – 38,17	1 914 022	1 173 633
	2027	39,71 – 41,74	1 273 796	670 077
	2028	37,58 – 40,10	1 307 536	524 911
	2029	34,29 – 36,91	1 463 846	295 143
	2030	31,85 – 38,65	2 097 100	–
			11 930 224	6 326 067

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS

La Société s'est dotée de régimes d'unités d'actions à l'intention de certains employés admissibles en vue de les maintenir en poste et d'harmoniser encore davantage les intérêts de la haute direction et ceux des actionnaires. Parmi ces régimes figurent un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions restreintes. En vertu des régimes, les unités d'actions sont attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé. En outre, le régime d'unités d'actions liées au rendement et le régime d'unités d'actions différées sont assujettis à des conditions d'acquisition des droits relatives au rendement. La valeur de chaque unité d'action se fonde sur le cours des actions ordinaires de la Société. Les unités d'actions liées au rendement et les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, certains employés peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées, dont les droits sont acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Des unités d'actions supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur des unités d'actions à la date de versement des dividendes. La Société a constaté une charge de rémunération, excluant l'incidence des couvertures, de 16,8 M\$ en 2020 (2019 – 17,0 M\$) et un passif de 31,5 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 26,5 M\$).

RÉGIMES D'ACHAT D'ACTIONS

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés et les conseillers d'IG Gestion de patrimoine admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un plafond préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les droits aux actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquis après une période maximale de trois ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 3,8 M\$ (2019 – 10,0 M\$).

NOTE 19 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

La Société a établi un régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil sous forme d'unités d'actions différées et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil en trésorerie ou en unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir certains de leurs honoraires sous forme de combinaison d'unités d'actions différées et de trésorerie. Le nombre d'unités d'actions différées attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'une unité d'action différée »). L'administrateur qui choisit de recevoir des unités d'actions différées recevra d'autres unités à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une telle unité à la date de versement des dividendes. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées, et seront acquittées au moyen de versements en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Au 31 décembre 2020, la juste valeur des unités d'actions différées en cours était de 21,2 M\$ (2019 – 18,6 M\$). Tout écart entre la variation de la juste valeur du régime d'unités d'actions différées et la variation de la juste valeur du swap de rendement total, qui constitue un instrument de couverture économique pour le régime d'unités d'actions différées, est comptabilisé au poste Charges sous Activités et services de soutien dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

NOTE 20 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

	AVANTAGES DU PERSONNEL	AUTRES TITRES DE PLACEMENT	PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES	TOTAL
2020				
Solde au début	(165 947) \$	46 363 \$	(8 118) \$	(127 702) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(31 002)	247 085	47 983	264 066
Solde à la fin	(196 949) \$	293 448 \$	39 865 \$	136 364 \$
2019				
Solde au début	(149 052) \$	57 234 \$	46 020 \$	(45 798) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(16 895)	10 597	(54 138)	(60 436)
Sortie des éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(21 468)	–	(21 468)
Solde à la fin	(165 947) \$	46 363 \$	(8 118) \$	(127 702) \$

Les montants sont constatés déduction faite de l'impôt.

NOTE 21 GESTION DES RISQUES

La Société gère activement ses risques de liquidité, de crédit et de marché.

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;

NOTE 21 GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une nécessité fondamentale pour la Société. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes, et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

Les échéances contractuelles de certains passifs financiers de la Société sont les suivantes :

AU 31 DÉCEMBRE 2020 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	13,1 \$	21,4 \$	– \$	34,5 \$
Dépôts et certificats	1 099,4	2,1	2,5	0,9	1 104,9
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 543,1	4 610,1	20,7	6 173,9
Contrats de location ¹	–	27,6	88,2	131,1	246,9
Dette à long terme	–	–	–	2 100,0	2 100,0
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	14,1	–	–	14,1
Total des échéances contractuelles	1 099,4 \$	1 600,0 \$	4 722,2 \$	2 252,7 \$	9 674,3 \$

1. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2020. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2021 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 décembre 2020, inchangées par rapport au 31 décembre 2019. Les marges de crédit au 31 décembre 2020 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2019. La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion de la banque. Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres titres de placement détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 771,6 M\$ (2019 – 720,0 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 76,6 M\$ (2019 – 68,0 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 695,0 M\$ (2019 – 652,0 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 96,0 M\$ (2019 – 34,5 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 148,8 M\$ (2019 – 206,5 M\$) et d'acceptations bancaires et d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 450,2 M\$ (2019 – 411,0 M\$).

Les fonds de clients déposés de 1 063,4 M\$ (2019 – 561,3 M\$) représentent les soldes de trésorerie détenus dans les comptes de clients et qui sont déposés dans des institutions financières canadiennes.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2020, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 6,3 G\$ (2019 – 7,2 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 6,0 G\$ (2019 – 6,8 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 334,5 M\$ (2019 – 344,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés, et des prêts d'un montant de 14,1 M\$ (2019 – 24,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IGM^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 3,2 G\$ (2019 – 3,9 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,8 G\$ (2019 – 2,9 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 73,0 M\$ (2019 – 71,9 M\$) et à 45,6 M\$ (2019 – 37,9 M\$), respectivement, au 31 décembre 2020. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 3,0 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 31 décembre 2020 (2019 – 4,6 %).

Au 31 décembre 2020, une proportion de 55,3 % (2019 – 59,1 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2020, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 4,8 M\$, comparativement à 2,4 M\$ au 31 décembre 2019. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,3 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 1,6 M\$ au 31 décembre 2019.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 0,7 M\$ au 31 décembre 2019, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris les répercussions économiques de la COVID-19 et le Plan d'intervention économique du Canada adopté pour soutenir les Canadiens et les entreprises face à la COVID-19; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019.

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché ».

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 35,8 M\$ (2019 – 15,7 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,8 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 0,7 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2020. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2020, ce swap avait une juste valeur négative de 21,1 M\$ (2019 – juste valeur négative de 0,9 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,7 G\$ (2019 – 0,8 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2020, ces swaps avaient une juste valeur de 19,9 M\$ (2019 – juste valeur négative de 4,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,3 G\$ (2019 – 1,6 G\$). Au 31 décembre 2020, la juste valeur négative nette de 1,2 M\$ (2019 – juste valeur négative de 5,8 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 2,0 G\$ (2019 – 2,4 G\$).

NOTE 21 GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt (suite)

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis ultérieurement comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Au 31 décembre 2020, ces swaps avaient une juste valeur négative de 0,3 M\$ (2019 – juste valeur positive de 0,6 M\$) sur un montant notionnel en cours de 191,3 M\$ (31 décembre 2019 – 180,4 M\$).

Au 31 décembre 2020, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 1,3 M\$ (2019 – une diminution de 2,0 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres (se reporter à la note 4), qui sont classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à titre de participations dans des entreprises associées. La juste valeur des placements en titres de capitaux propres s'élevait à 632,3 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 – 357,4 M\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée à l'intention des employés en vertu desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans China AMC. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises donnerait lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 34,0 M\$ (37,6 M\$).

La quote-part du résultat de China AMC revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises donnerait lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 2,0 M\$ (2,1 M\$).

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Les risques liés au rendement des marchés des actions, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré. Ces variations de l'actif géré ont une incidence directe sur les résultats.

NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur les bourses ou sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I ou des fiduciaires de titrisation commanditées par des banques canadiennes qui sont des contreparties dans les opérations de titrisation de la Société. Dans tous les cas, les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt calculés en fonction d'un montant notionnel et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de rendement total sont des ententes contractuelles visant l'échange de paiements calculés en fonction d'un montant notionnel déterminé et du titre sous-jacent pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui donnent le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre des instruments financiers précis à un prix fixe à une date ultérieure. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes contractuelles visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Certains des instruments financiers dérivés de la Société sont assujettis à des conventions cadres de compensation et sont présentés sur une base brute. Le montant assujéti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de profit et qui sont comptabilisés dans les actifs dans les bilans consolidés. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un profit ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du profit ou de la perte.

Le tableau suivant présente un sommaire du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société :

	MONTANT NOTIONNEL				RISQUE DE CRÉDIT	JUSTE VALEUR	
	1 AN OU MOINS	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL		ACTIF	PASSIF
2020							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	20 831 \$	135 731 \$	156 562 \$	– \$	– \$	214 \$
Sans comptabilité de couverture	992 444	1 058 001	15 081	2 065 526	35 770	35 770	32 854
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	14 890	36 650	–	51 540	1 564	1 564	1 446
	1 007 334 \$	1 115 482 \$	150 812 \$	2 273 628 \$	37 334 \$	37 334 \$	34 514 \$
2019							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	59 559 \$	46 504 \$	106 063 \$	373 \$	373 \$	10 \$
Sans comptabilité de couverture	914 441	1 466 479	76 973	2 457 893	12 049	12 049	17 183
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	10 175	33 440	–	43 615	2 782	2 782	–
	924 616 \$	1 559 478 \$	123 477 \$	2 607 571 \$	15 204 \$	15 204 \$	17 193 \$

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation, se chiffrait à 3,8 M\$ (2019 – 0,7 M\$).

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation et y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, se chiffrait à 3,8 M\$ (2019 – 0,7 M\$). Les droits aux produits d'intérêts nets futurs sont liés aux activités de titrisation de la Société et ne sont pas présentés dans les bilans consolidés.

NOTE 23 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

NOTE 23 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables (niveau 2) ou des données d'entrée de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres titres de placement, ainsi que les autres actifs financiers et les autres passifs financiers, sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créiteurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

NOTE 23 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

		JUSTE VALEUR			
	VALEUR COMPTABLE	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
2020					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	593 273 \$	– \$	– \$	593 273 \$	593 273 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	39 027	38 748	–	279	39 027
Prêts					
– Juste valeur par le biais du résultat net	3 291	–	3 291	–	3 291
Instruments financiers dérivés	37 334	–	35 389	1 945	37 334
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	6 328 564	–	346 428	6 186 410	6 532 838
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	34 514	–	11 466	23 048	34 514
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	1 104 889	–	1 105 384	–	1 105 384
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 173 886	–	–	6 345 189	6 345 189
Dette à long terme	2 100 000	–	2 653 814	–	2 653 814
2019					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	301 196 \$	– \$	– \$	301 196 \$	301 196 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	56 166	55 603	–	563	56 166
Prêts					
– Juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	–
Instruments financiers dérivés	15 204	–	10 762	4 442	15 204
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	7 198 043	–	366 020	6 907 743	7 273 763
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	17 193	–	11 845	5 348	17 193
Autres passifs financiers	–	–	–	–	–
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	584 331	–	584 662	–	584 662
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 913 636	–	–	6 996 953	6 996 953
Dette à long terme	2 100 000	–	2 453 564	–	2 453 564

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2020 ni en 2019.

NOTE 23 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente.

	SOLDE AU 1 ^{ER} JANVIER	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LE BÉNÉFICE NET ¹	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	ACHATS ET ÉMISSIONS	RÈGLEMENTS	TRANSFERTS/ SORTIES	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE
2020							
Autres titres de placement							
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	301 196 \$	– \$	285 650 \$	6 427 \$	– \$	– \$	593 273 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	563	(194)	–	–	90	–	279
Instruments financiers dérivés, montant net	(906)	(27 143)	–	1 727	(5 219)	–	(21 103)
2019							
Autres titres de placement							
– Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	372 396 \$	– \$	12 248 \$	66 693 \$	– \$	(150 141) ² \$	301 196 \$
– Juste valeur par le biais du résultat net	552	11	–	–	–	–	563
Instruments financiers dérivés, montant net	4 899	(5 207)	–	(1 551)	(953)	–	(906)

1. Inclut au poste Produits sous Gestion de patrimoine ou au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.
2. Reclassement de l'investissement dans Personal Capital du poste Autres titres de placement (juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) vers le poste Participation dans des entreprises associées (méthode de la mise en équivalence).

NOTE 24 BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	2020	2019
Bénéfice		
Bénéfice net	764 606 \$	748 947 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	(198)	–
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	(2 213)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	764 408 \$	746 734 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	238 307	239 105
Ajouter : Exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	–	76
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – Dilué	238 307	239 181
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)		
De base	3,21 \$	3,12 \$
Dilué	3,21 \$	3,12 \$

1. Exclut 2 934 milliers d'actions en 2020 (2019 – 1 591 milliers) liées à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif.

NOTE 25 PASSIFS ÉVENTUELS ET GARANTIES

PASSIFS ÉVENTUELS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie. Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes d'indemnisation de tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

NOTE 26 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET SOLDES

La Société conclut des opérations avec La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie »), qui est une filiale de sa société liée, Lifeco, qui est une filiale de Power Corporation du Canada. Le 1^{er} janvier 2020, La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la « Great-West »), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la « London Life ») et la Canada Vie ont fusionné en une seule société : la Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie. Ces transactions ont lieu dans le cours normal de ses activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2020 et en 2019, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. En 2020, la Société a avisé la Canada Vie qu'elle avait l'intention de mettre un terme à l'entente de partage à long terme relative à son infrastructure technologique. La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 45,1 M\$ (2019 – 54,8 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 18,4 M\$ (2019 – 17,1 M\$) et a versé un montant de 29,6 M\$ (2019 – 26,2 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement. La Société a payé un montant de 78,3 M\$ (2019 – 78,8 M\$) à la Canada Vie relativement à la distribution de certains fonds d'investissement de la Société.
- Au cours de 2020, la Société a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à la Canada Vie pour un montant de 20,9 M\$ (2019 – 10,8 M\$).

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le revenu en octobre 2017, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec le groupe de sociétés de Power Corporation du Canada, aux termes desquelles les actions d'une filiale ayant généré des pertes fiscales peuvent être acquises au cours de chaque exercice jusqu'en 2020, inclusivement. La Société a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales réalisée au cours de l'exercice. Le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2019, la Société a acquis des actions de telles sociétés et a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales acquises. Ces ententes de consolidation des pertes fiscales ont cessé de donner lieu à des avantages le 31 décembre 2020.

Les transactions additionnelles avec des parties liées comprenaient la vente de Personal Capital (note 8), l'investissement dans Northleaf (note 8), l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée et la vente de la Gamme de fonds Quadrus (note 29).

NOTE 26 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau qui suit présente le total de la rémunération et des autres avantages des administrateurs et des employés considérés comme des dirigeants principaux, puisqu'ils sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société.

	2020	2019
Rémunération et avantages du personnel	3 848 \$	4 260 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	13 522	3 988
Paiements fondés sur des actions	1 431	2 023
	18 801 \$	10 271 \$

Les paiements fondés sur des actions ne tiennent pas compte de la réévaluation de la juste valeur des unités d'actions différées découlant des fluctuations du cours de l'action de la Société (se reporter à la note 19).

NOTE 27 COVID-19

Les gouvernements à l'échelle planétaire ont mis en place des mesures d'urgence pour freiner la propagation d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19). Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyager, la fermeture des entreprises non essentielles, des périodes de quarantaine volontaire et la distanciation sociale, ont provoqué une grande volatilité et un affaiblissement important sur les marchés boursiers mondiaux et des perturbations significatives pour les entreprises à l'échelle mondiale, se traduisant par un ralentissement économique. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes afin de stabiliser les conditions économiques.

La Société a mis en œuvre son plan de continuité des affaires en raison de ces événements, lequel comprend le recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers et un soutien accru à l'infrastructure informatique de la Société.

La durée et la véritable incidence de la pandémie de COVID-19, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales, demeurent incertaines pour l'instant. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements, ni leur incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation au cours des périodes futures.

NOTE 28 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Investissements stratégiques et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société.

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel. Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements et représente les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont fournis pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels.

NOTE 28 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

- **Investissements stratégiques et autres** – Ce secteur représente les principaux investissements stratégiques effectués par la Société, y compris ses investissements dans China Asset Management Co., Ltd., Great-West Lifeco Inc., Northleaf Capital Group Ltd., Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

2020

	GESTION DE PATRIMOINE	GESTION D'ACTIFS	INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES	DONNÉES INTERSECTORIELLES	TOTAL DES SECTEURS	AJUSTEMENTS ¹	TOTAL
Produits							
Gestion de patrimoine	2 275 955 \$	– \$	– \$	(16 379) \$	2 259 576 \$	– \$	2 259 576 \$
Gestion d'actifs	–	913 579	–	(100 648)	812 931	–	812 931
Charge de rémunération des courtiers	–	(299 530)	–	16 367	(283 163)	–	(283 163)
Gestion d'actifs – produits nets	–	614 049	–	(84 281)	529 768	–	529 768
Produits tirés des placements nets et autres produits	2 299	2 900	5 960	(182)	10 977	67 232	78 209
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	–	–	147 029	–	147 029	3 400	150 429
	2 278 254	616 949	152 989	(100 842)	2 947 350	70 632	3 017 982
Charges							
Services-conseils et croissance des affaires	959 946	80 212	–	(12)	1 040 146	–	1 040 146
Activités et services de soutien	453 738	293 755	4 063	(182)	751 374	79 276	830 650
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	163 197	8 664	–	(100 648)	71 213	–	71 213
	1 576 881	382 631	4 063	(100 842)	1 862 733	79 276	1 942 009
Bénéfice avant les éléments suivants	701 373 \$	234 318 \$	148 926 \$	– \$	1 084 617	(8 644)	1 075 973
Charges d'intérêts ²					(110 597)	–	(110 597)
Profit à la vente de Personal Capital					37 232	(37 232)	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition					25 184	(25 184)	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée					3 400	(3 400)	–
Charges de restructuration et autres charges					(74 460)	74 460	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat					965 376	–	965 376
Impôt sur le résultat					200 770	–	200 770
Bénéfice net					764 606	–	764 606
Participation ne donnant pas le contrôle					(198)	–	(198)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires					764 408 \$	– \$	764 408 \$
Actifs identifiables	8 984 472 \$	1 507 729 \$	2 767 078 \$	– \$	13 259 279 \$		
Goodwill	1 491 687	1 311 388	–	–	2 803 075		
Total de l'actif	10 476 159 \$	2 819 117 \$	2 767 078 \$	– \$	16 062 354 \$		

1. Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges n'ont pas trait à un secteur précis et, par conséquent, ont été exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés au poste Produits ou Charges de chacun des secteurs à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

NOTE 28 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2019

	GESTION DE PATRIMOINE	GESTION D'ACTIFS	INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES	DONNÉES INTERSECTORIELLES	TOTAL DES SECTEURS	AJUSTEMENTS ¹	TOTAL
Produits							
Gestion de patrimoine	2 315 254 \$	– \$	– \$	(16 206) \$	2 299 048 \$	– \$	2 299 048 \$
Gestion d'actifs	–	896 498	–	(104 171)	792 327	–	792 327
Charge de rémunération des courtiers	–	(292 896)	–	15 821	(277 075)	–	(277 075)
Gestion d'actifs – produits nets	–	603 602	–	(88 350)	515 252	–	515 252
Produits tirés des placements nets et autres produits	13 601	4 238	7 273	(287)	24 825	–	24 825
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 8)	–	–	122 425	–	122 425	(17 200)	105 225
	2 328 855	607 840	129 698	(104 843)	2 961 550	(17 200)	2 944 350
Charges							
Services-conseils et croissance des affaires	986 479	79 869	–	(327)	1 066 021	–	1 066 021
Activités et services de soutien	435 944	295 209	2 239	(347)	733 045	–	733 045
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	161 546	10 855	–	(104 169)	68 232	–	68 232
	1 583 969	385 933	2 239	(104 843)	1 867 298	–	1 867 298
Bénéfice avant les éléments suivants	744 886 \$	221 907 \$	127 459 \$	– \$	1 094 252	(17 200)	1 077 052
Charges d'intérêts ²					(108 386)	–	(108 386)
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée					(17 200)	17 200	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat					968 666	–	968 666
Impôt sur le résultat					219 719	–	219 719
Bénéfice net					748 947	–	748 947
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles					(2 213)	–	(2 213)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires					746 734 \$	– \$	746 734 \$
Actifs identifiables	9 021 978 \$	1 332 705 \$	2 376 526 \$	– \$	12 731 209 \$		
Goodwill	1 491 687	1 168 580	–	–	2 660 267		
Total de l'actif	10 513 665 \$	2 501 285 \$	2 376 526 \$	– \$	15 391 476 \$		

1. La quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée n'est pas liée à un secteur en particulier et, par conséquent, elle est exclue des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés au poste Produits ou Charges de chacun des secteurs à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et, à compter du 1^{er} janvier 2019, elles comprennent également des intérêts sur les contrats de location d'un montant de 4,1 M\$ en raison de l'adoption d'IFRS 16, Contrats de location, par la Société.

NOTE 29 ACQUISITIONS

GLC GROUPE DE GESTION D'ACTIFS LTÉE (« GLC »)

Le 31 décembre 2020, la filiale de la Société, Mackenzie, a acquis la totalité des actions ordinaires de GLC, une filiale entièrement détenue de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), pour une contrepartie en trésorerie de 185,0 M\$. Les sorties nettes de trésorerie se rapportant à cette transaction se sont chiffrées à 175,8 M\$, ce qui comprend les coûts d'acquisition de 3,8 M\$ et la trésorerie acquise de 13,0 M\$.

Dans le cadre d'une transaction distincte, la filiale de Lifeco, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (« la Canada Vie »), a acquis auprès de Mackenzie les contrats de gestion de fonds liés à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus pour une contrepartie en trésorerie de 30,0 M\$. Mackenzie était auparavant gestionnaire et fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. Par suite de la vente, Mackenzie continuera d'offrir des services administratifs et d'investissement à la Gamme de fonds Quadrus.

La répartition du prix d'achat est provisoire et pourrait changer au cours de la période d'évaluation, laquelle ne dépassera pas un an à compter de la date de transaction.

Répartition du prix d'achat

Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 003 \$
Autres actifs courants	2 528
Actif d'impôt différé	945
Immobilisations incorporelles	56 763
Goodwill ¹	134 799
Créditeurs et charges à payer	(8 482)
Passif d'impôt différé	(14 522)
	185 034 \$

1. Aucun montant n'est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Le goodwill est attribuable aux synergies, y compris l'élargissement du réseau de distribution de Mackenzie en lui permettant d'accéder au secteur de l'épargne-retraite collective en plein essor. Les immobilisations incorporelles identifiées se composent de contrats de gestion à durée de vie déterminée d'une valeur de 56,8 M\$.

L'acquisition n'a eu aucune incidence sur les produits et les charges de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

GREENCHIP FINANCIAL CORP. (« GREENCHIP »)

Le 22 décembre 2020, Mackenzie a acquis la totalité de Greenchip, une société canadienne qui se consacre exclusivement à l'investissement à thème environnemental depuis 2007.